

CRITT
Cité de l'alimentation
100 Rue Pierre Bayle
84140 MONTFAVET
377 631 312

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Mesdames, Messieurs, membres Adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CRITT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 22 mars 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association CRITT à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes :

« Changement de méthode » page 6 de l'annexe des comptes annuels la comptabilisation d'une provision pour risque relative aux projets Européens.

« Etat des provisions » page 11 de l'annexe des comptes annuels concernant les provisions sur les subventions.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

L'association utilise une comptabilité analytique par action avec imputation de frais directs et prorata de frais généraux. Notre audit n'a pas pour objectif de certifier ces éléments pris séparément mais d'apprécier les comptes annuels dans leur présentation d'ensemble. La prise en compte dans notre démarche d'audit du risque de reversement de subventions non utilisées, lorsque les clauses le prévoient, a toutefois été appréciée en fonction de certains de ces éléments.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondages, les calculs effectués par la direction, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association CRITT à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces



informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SALON DE PROVENCE, le 30 avril 2024

Le Commissaire aux comptes

LE LABO DE L'AUDIT, représenté par

Julien DUCROS

LE LABO DE L'AUDIT

ZA des Roquassiers

151 Rue de la Forge

13300 SALON DE PROVENCE

Tel: 04 13 41 55 55

SIRET : 850 922 634 00017 - APE 6920Z

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	44 596	44 596				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	4 183	2 268	1 915	1 088	827	76.01
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées	40 000		40 000	40 000		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	88 779	46 864	41 915	41 088	827	2.01
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	208 857	3 125	205 732	339 598	133 866	39.42
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	633 555		633 555	720 180	86 625	12.03
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	1 018 836		1 018 836	507 302	511 534	100.83
	Charges constatées d'avance (2)	9 465		9 465	11 148	1 682	15.09
	Total II	1 870 714	3 125	1 867 589	1 578 228	289 360	18.33
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 959 492	49 989	1 909 503	1 619 316	290 187	17.92

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	656 000	634 420	21 580	3.40
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	29 411	21 580	7 831	36.29
	Situation nette (sous total)	685 412	656 000	29 411	4.48
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	685 412	656 000	29 411	4.48
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques	185 131	214 304	29 173	13.61
	Provisions pour charges	215 318	232 318	17 000	7.32
	Total III	400 449	446 621	46 173	10.34
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses	2 295	2 631	336	12.79
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	135 584	130 565	5 019	3.84
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	370 994	355 899	15 095	4.24
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	14 679	15 355	676	4.40
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	300 091	12 244	287 847	NS
	Total IV	823 643	516 694	306 949	59.41
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 909 503	1 619 316	290 187	17.92

(1) Dont à plus d'un an

Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

523 552

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023	31/12/2022	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	130 934	115 181	15 753	13.68
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	592 328	561 485	30 843	5.49
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	483 069	497 924	14 855	2.98
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	126 602	87 608	38 994	44.51
Utilisations des fonds dédiés		35 863	35 863	100.00
Autres produits	7	495	488	98.66
Total I	1 332 939	1 298 555	34 384	2.65
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	445 097	493 046	47 949	9.73
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	7 967	15 770	7 803	49.48
Salaires et traitements	490 876	452 935	37 941	8.38
Charges sociales	195 241	172 313	22 929	13.31
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	697	534	163	30.52
Dotations aux provisions	92 989	59 303	33 686	56.80
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	8 670	11 273	2 604	23.10
Total II	1 241 537	1 205 175	36 362	3.02
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	91 402	93 380	1 978	2.12

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	11 641	1 942	9 699	499.36
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	11 641	1 942	9 699	499.36
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	11 641	1 942	9 699	499.36
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	103 043	95 323	7 721	8.10
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	11 483		11 483	
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	175 735	26 768	148 967	556.51
Total V	187 218	26 768	160 450	599.41
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	106 410	56 978	49 432	86.76
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	146 562	33 160	113 401	341.98
Total VI	252 972	90 138	162 834	180.65
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	65 754	63 370	2 384	3.76
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 878	10 372	2 494	24.04
Total des produits (I+III+V)	1 531 798	1 327 265	204 533	15.41
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 502 387	1 305 685	196 702	15.07
5. EXCEDENT OU DEFICIT	29 411	21 580	7 831	36.29

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Le Critt a continué de déployer avec succès en 2023 ses missions d'accompagnement technique des entreprises agroalimentaires de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

L'activité a été intense (480 structures agroalimentaires servies) notamment sur les sujets de la qualité des produits (la sécurité des aliments est un des fondamentaux de notre secteur industriel), la réduction des impacts environnementaux (par exemple sur la transition énergétique, sujet d'actualité) et sur la performance et l'organisation des ateliers de production (pour un gain de compétitivité des entreprises), sans oublier les accompagnements R&D, la RSE, ... Ce sont ainsi 200 accompagnements individuels d'entreprises qui ont été réalisés, et 450 personnes de la filière agroalimentaire qui ont participé à nos actions collectives (formations, clubs, colloques, ...). Le nombre de réponses aux demandes techniques des entreprises (635 en 2023) et le nombre de visites en entreprises (près de 800) illustrent notre proximité avec les entreprises et le volume d'activité d'information et de transfert de technologie que nous avons réalisé.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 909 503.37 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 332 939.15 Euros et dégageant un excédent de 29 411.20 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les changements de méthode de présentation, survenus au cours de l'exercice, sont les suivants :

Constitution d'une provision pour risque relative aux projets Européens

Le montant de la dette comptabilisée au 31/12/2023 s'élève à 51 472.21 € ce montant correspond à 5% des financements européens attribués à la structure sur les 10 dernières années.

La provision est composée des montant suivants par millésime :

2014 : 5 531 €

2015 : 10 604 €

2017 : 14 404 €

2018 : 15 572 €

2019 : 323 €

2021 : 1 016 €

2023 : 4 022 €

Informations générales complémentaires

L'application de la loi n°2024-364 du 22 avril 2024 relative à l'acquisition des congés payés pendant un arrêt maladie d'origine non professionnelle n'a pas d'impact significatif dans les comptes clos le 31 décembre 2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	44 596		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	2 659		1 524
TOTAL	2 659		1 524
Autres participations	40 000		
TOTAL	40 000		
TOTAL GENERAL	87 255		1 524

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			44 596	44 596
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			4 183	4 183
TOTAL			4 183	4 183
Autres participations			40 000	40 000
TOTAL			40 000	40 000
TOTAL GENERAL			88 779	88 779

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		44 596			44 596
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		1 571	697	0	2 268
TOTAL		1 571	697	0	2 268
TOTAL GENERAL		46 167	697	0	46 864
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	697				
TOTAL	697				
TOTAL GENERAL	697				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	634 420		21 580		656 000
Excédent ou déficit de l'exercice	21 580	21 580	29 411		29 411
Situation nette	656 000	21 580	50 991		685 412
TOTAL I	656 000	21 580	50 991		685 412

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

Néant

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	26 565	9 042			35 608
Autres provisions pour risques et charges	420 056	227 383	282 598		364 841
TOTAL	446 621	236 425	282 598		400 449

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients		3 125			3 125
TOTAL		3 125			3 125
TOTAL GENERAL	446 621	239 550	282 598		403 574

Dont dotations et reprises					
d'exploitation		92 988	106 863		
exceptionnelles		146 562	175 735		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Clients douteux ou litigieux	3 750	3 750	
Autres créances clients	205 107	205 107	
Impôts sur les bénéfices	7 083	7 083	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 550	1 550	
Divers état et autres collectivités publiques	490 879	490 879	
Débiteurs divers	134 043	134 043	
Charges constatées d'avance	9 465	9 465	
TOTAL	851 877	851 877	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	2 295	2 295		
Fournisseurs et comptes rattachés	135 584	135 584		
Personnel et comptes rattachés	122 452	122 452		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	116 615	116 615		
Taxe sur la valeur ajoutée	60 242	60 242		
Autres impôts taxes et assimilés	71 685	71 685		
Autres dettes	14 679	14 679		
Produits constatés d'avance	300 091	300 091		
TOTAL	823 643	823 643		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Variation des fonds propres

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	23 699
Autres créances	490 879
Total	514 579

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 450
Dettes fiscales et sociales	163 130
Total	252 580

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	9 465
Total	9 465
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	300 091
Total	300 091

Subventions d'équipement

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

Crédit bail

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Le montant de la dette comptabilisée au 31/12/2023 au titre des départs à la retraite s'élève à 35.607,59 €.

Hypothèses de calcul retenues :

- départ à la retraite volontaire : 65 ans
- Turn over faible
- Taux d'actualisation 0 %

La provision est calculée en fonction des droits acquis à la clôture de l'exercice. Les droits acquis à la clôture font l'objet de l'application d'un pourcentage dégressif selon l'année de départ à la retraite (10% + 20 ans ; 25% 16 à 20 ans ; 50% de 11 à 15 ans ; 75% de 10 à 6 ans ; 100% à - 5 ans)

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	8 780
35 à 44 ans	21 à 30 ans	262
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		9 042

Hypothèses de calculs retenues

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières